



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ADEME



AGENCE DE LA
TRANSITION
ÉCOLOGIQUE

BÂTI
ZOOM



FAITS & CHIFFRES

BâtiZoom

Baromètre de la transition
écologique du bâtiment
en 2025



Ce document est édité par l'ADEME

ADEME

20, avenue du Grésillé
BP 90406 | 49004 Angers Cedex 01

Coordination technique : Sylvain Bessonneau, ADEME

Rédacteurs : Sylvain Bessonneau, ADEME

Suivi d'édition : Jessica Lemaire, ADEME

Crédits photo : Envato, illustrations : Welko

Création graphique : Welko communication

Brochure réf. 00000

ISBN : 979-10-297-2582-1 - octobre 2025

Dépôt légal : ©ADEME Éditions, octobre 2025

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art. 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'oeuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L 122-10 à L 122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

SOMMAIRE

Page 4

Synthèse

Page 7

Introduction

Page 8

01. Le contexte

Page 12

02. Les impacts environnementaux

Page 17

03. L'activité économique et la précarité énergétique

Page 20

04. Les leviers de la transition écologique

Page 26

Conclusion





Synthèse



PARTIE 1 : Contexte

	CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL	L'année 2025 est marquée par 27 jours de vagues de chaleur	
	CONTEXTE DÉMOGRAPHIQUE	La population française poursuit son vieillissement et sa croissance démographique s'affaiblit en 2025	
	CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE	La situation économique se stabilise en 2025	



PARTIE 2 : Les impacts environnementaux

	ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE	La baisse des émissions de Gaz à Effet de Serre se poursuit en 2024 et 2025 mais son rythme ralentit	
	CONSOMMATION D'ÉNERGIE	La consommation d'énergie se stabilise sur les 2 dernières années	
	ARTIFICIALISATION DES SOLS	La consommation d'espaces devrait poursuivre sa baisse en 2025 du fait de la diminution de la construction neuve	
	POLLUTION DE L'AIR	Les émissions de polluants de l'air se stabilisent en 2025	



PARTIE 3 : Evolutions économiques et sociales du secteur



ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DU BÂTIMENT

La rénovation énergétique ne parvient pas à compenser la baisse de la construction neuve en 2025



PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

La précarité énergétique se maintient à un niveau élevé en 2025



PARTIE 4 : Leviers pour la transition écologique du bâtiment

SOBRIÉTÉ IMMOBILIÈRE

La surface neuve par logement baisse sur les 3 dernières années



EFFICACITÉ - RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DU RÉSIDENTIEL

Les rénovations d'ampleur du parc privé aidées par l'Anah augmentent en 2025 mais l'activité globale de rénovation énergétique diminue légèrement



EFFICACITÉ - CONSTRUCTION NEUVE PERFORMANTE

L'évolution des seuils de la RE2020 conduit à la baisse de l'impact carbone des bâtiments neufs



DÉCARBONATION ET CIRCULARITÉ - CIRCULARITÉ DES PRODUITS ET MATÉRIAUX

Un moratoire a été instauré sur la REP PMCB en 2025 pour réorienter la REP



DÉCARBONATION ET CIRCULARITÉ - DÉCARBONATION DE L'ÉNERGIE

La décarbonation se poursuit en 2025 à un rythme régulier mais insuffisant pour atteindre les objectifs climatiques



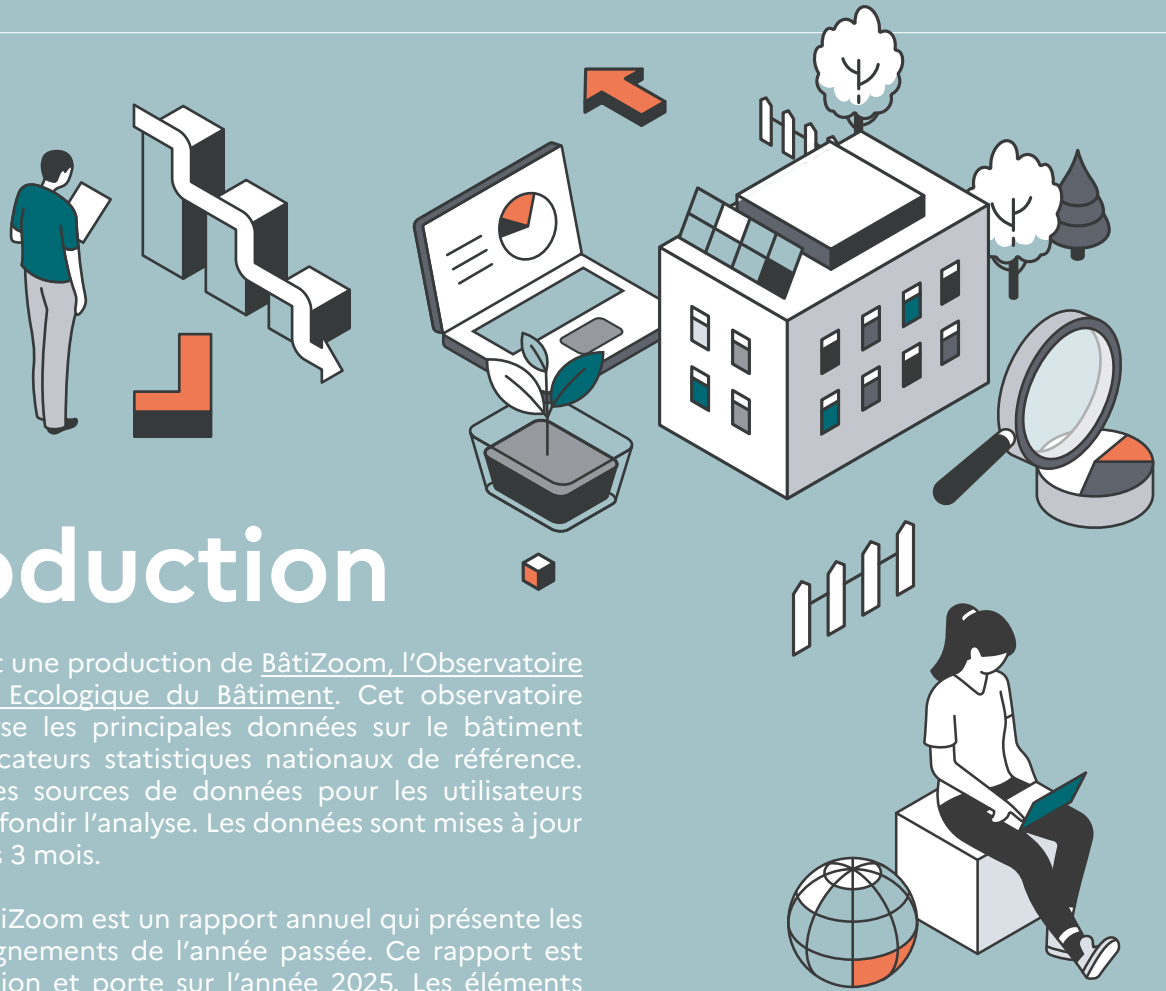
Introduction

Ce baromètre est une production de BâtiZoom, l'Observatoire de la Transition Écologique du Bâtiment. Cet observatoire recense et analyse les principales données sur le bâtiment au travers d'indicateurs statistiques nationaux de référence. Il renvoie vers les sources de données pour les utilisateurs souhaitant approfondir l'analyse. Les données sont mises à jour sur le site tous les 3 mois.

Le baromètre BâtiZoom est un rapport annuel qui présente les principaux enseignements de l'année passée. Ce rapport est la deuxième édition et porte sur l'année 2025. Les éléments d'analyses présentés sont volontairement synthétiques. Pour approfondir l'analyse, de nombreux liens hypertextes renvoient vers les sources de données directement ou vers les indicateurs correspondant sur le site BâtiZoom. Sur ces pages, vous pourrez consulter l'analyse la plus à jour et télécharger les données de l'indicateur.

Ce document est construit en 4 parties :

- Le contexte – Comment évolue le contexte indépendamment du bâtiment et quel effet a-t-il sur le secteur ?
- Les impacts environnementaux – La filière parvient-elle à réduire les impacts conformément aux objectifs nationaux fixés ?
- Les évolutions économiques et sociales du secteur – L'activité du secteur est-elle en croissance ou en baisse et quels en sont les déterminants ? Comment évolue la précarité énergétique des ménages ?
- Les leviers de la transition écologique – Ces leviers sont-ils suffisamment mobilisés et quelles sont les dernières tendances ?





01.

Le contexte

L'année 2025 est marquée par 27 jours de vagues de chaleur



1

Tendances de long terme

- Augmentation tendancielle des sinistres liés aux aléas climatiques
- Diminution de la température hivernale, augmentation des sécheresses et vagues de chaleur estivales

2

Evolutions marquantes 2020-2024

Intensification des événements climatiques extrêmes

- Augmentation des vagues de chaleur, 33 jours de vague de chaleur en 2022
- Une sécheresse d'une intensité exceptionnelle en 2022
- Des cyclones dévastateurs à Mayotte (Chido) et la Réunion (BELAL) en 2024

3

Bilan 2025

TEMPÉRATURES

- À l'instar de 2022, 2023 et 2024, l'année 2025 se caractérise par une période de chauffe plutôt douce.
- 2025 est la troisième année avec le plus grand nombre de jours de vagues de chaleur avec 27 jours derrière 2022 et 2026 depuis le début des mesures en 1947.

SINISTRES

- Le montant des sinistres liés aux événements naturels en 2025 est estimé à 5,2 milliards d'€ tous secteurs confondus, une valeur dans la moyenne de 2020-2025 et nettement supérieure aux moyennes des années avant 2020.
- Peu d'événements naturels extrêmes ont eu lieu en 2025 hormis la tempête Garance qui a causé 400 M€ (France assureurs, 2026).



Chiffres clés
sur le contexte environnemental

La poursuite du vieillissement de la population française et un affaiblissement de sa croissance démographique en 2025

1

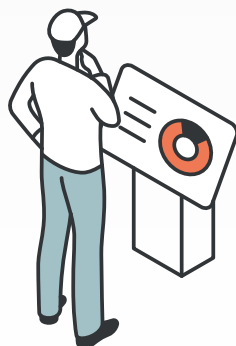
Tendances de long terme

- Vieillissement de la population
- Baisse du taux de natalité
- Stagnation de la population française

2

Evolutions marquantes 2020-2024

- Baisse de la croissance démographique de la population française



3

Bilan 2025

- La baisse de la croissance démographique se confirme. Celle-ci atteint son niveau le plus bas (+170 000 personnes) depuis le début de la série en 1982 et **pour la première fois, le solde naturel est négatif**. La croissance est portée uniquement par le solde migratoire.
- Le vieillissement de la population se poursuit. La population française âgée de plus de 80 ans s'élève à 4,3 millions de personnes, soit une augmentation de 75 000 personnes en un an. La part de ces personnes atteint 6,3% de la population française. En 2070, cette part pourrait s'élever à 14% (INSEE, 2026).

4

Conséquences des évolutions du contexte démographique sur le secteur

- Le parc de bâtiment est à adapter au vieillissement de la population dont les besoins évoluent vers plus d'accessibilité.
- La baisse de la croissance démographique, si elle se pérennise, pourrait réduire les besoins de logements à moyen et long terme.



Chiffres clés
sur le contexte démographique

La situation économique se stabilise en 2025

1

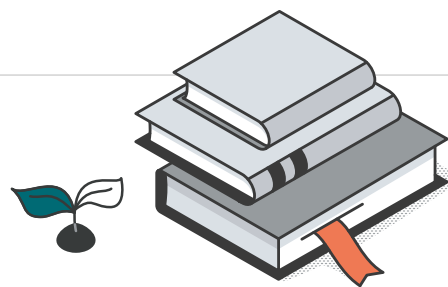
Evolutions marquantes 2020-2024

- Instabilités depuis 2020 liée à la crise covid et aux conflits géopolitiques exerçant une pression accrue sur les marchés énergétiques
- Hausse des prix de l'énergie depuis 2021 pour les ménages et les entreprises, baisse en 2024 pour les entreprises
- Inflation autour de 5% en 2022 et 2023, Baisse à 2% en 2024
- Augmentation des inégalités de revenus en 2023 dans un contexte de stagnation du pouvoir d'achat et d'augmentation du taux de pauvreté (INSEE, 2025)
- Hausse des taux d'intérêts depuis 2021

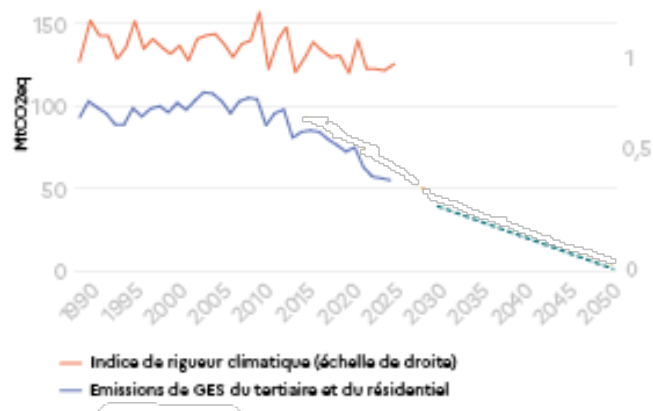
2

Bilan 2025

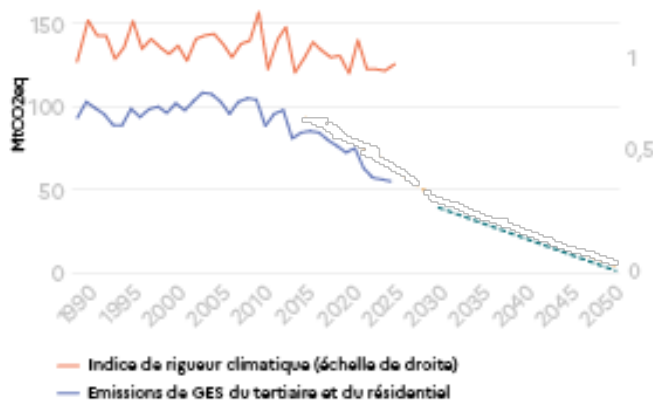
- L'année 2025 est marquée par une stabilité économique : la baisse de l'inflation observée en 2024 se poursuit (0,9% en 2025), les prix des logements sont stables, les taux d'intérêt baissent légèrement (3%), les coûts des matériaux sont stables, le prix des travaux d'entretien et d'amélioration est stable également. Les coûts de la construction sont même en baisse.
- Pour les entreprises, le prix du gaz se stabilise. Le prix de l'électricité poursuit sa baisse (-10% par rapport à 2024).
- Pour les ménages, le prix du gaz continue d'augmenter (+9% par rapport à 2024) tandis que le prix de l'électricité baisse (-9% par rapport à 2024).



Emissions de GES liées à l'exploitation
des bâtiments tertiaires et résidentiels



Emissions de GES liées à l'exploitation
des bâtiments tertiaires et résidentiels



Source :

SDES - Prix de l'électricité en France et dans l'Union européenne en 2025,
SDES - Prix du gaz naturel en France et dans l'Union européenne en 2025
Périmètre : France entière pour l'électricité ; France métropolitaine pour le gaz



Chiffres clés
sur le contexte socio-économique



Consulter les indicateurs pour les
entreprises et pour les ménages



02.

Les impacts environne- mentaux

La baisse des émissions de Gaz à Effet de Serre se poursuit en 2024 et 2025 mais son rythme ralentit

1

Contexte

- Les objectifs d'émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) liés à l'exploitation des bâtiments sont définis par la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC). La SNBC 3, dernière version en vigueur, a été publiée en juillet 2026. Elle fixe des objectifs plus ambitieux que la SNBC 2.

2

Tendances de long terme

- Baisse des émissions de GES liées à l'exploitation des bâtiments depuis 2012

3

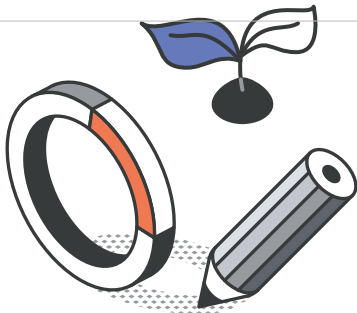
Evolutions marquantes 2020-2024

- Accélération de la baisse de 2021 à 2023 (-24% en 2 ans) dans un contexte de météo clémente et d'augmentation des coûts de l'énergie
- Ralentissement de la baisse en 2024 (-1,6% seulement) malgré le maintien de l'augmentation des coûts de l'énergie

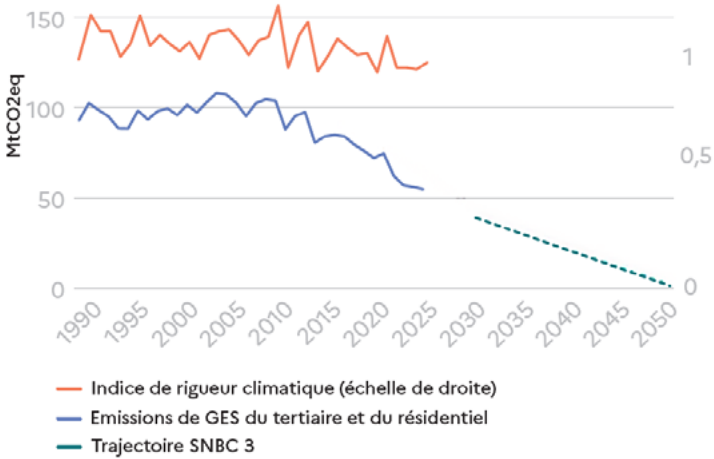
4

Bilan 2025

- La baisse des émissions de gaz à effet de serre se poursuit en 2025 mais confirme son ralentissement (-2,1% seulement).
- « Le ralentissement de la baisse des émissions du secteur des bâtiments observé et estimé ces deux dernières années éloigne le secteur de la trajectoire nécessaire pour atteindre de la cible de la SNBC 3 à horizon 2030. » (HCC, 2026)
- La baisse en 2024 et 2025 est essentiellement due à la décarbonation car la consommation d'énergie est stable de 2023 à 2025.



Emissions de GES liées à l'exploitation des bâtiments tertiaires et résidentiels



Source :
Citepa - Format Secten - avril 2026, DGEC, SNBC 3, SDES - Indice de rigueur - Degrés-jours unifiés
• Périmètre : France entière
Emissions en scope 1 ; Données réelles ; Données 2025 provisoires ; Il n'existe pas d'estimation des émissions de gaz à effet de serre corrigées des variations climatiques. L'indice de rigueur climatique traduit la rigueur hivernale. Plus l'indice est élevé, plus l'hiver a été froid. La valeur 1 correspond à la rigueur climatique moyenne sur la période 1991-2020.



Consulter
l'indicateur



Chiffres clés sur les émissions de Gaz à Effet de Serre

La consommation d'énergie se stabilise sur les 2 dernières années



1

Contexte

- Les objectifs de consommations d'énergie liées à l'exploitation des bâtiments sont définis par la SNBC 3, dernière version en vigueur publiée en juillet 2026. Elle prévoit une baisse de la consommation sans chaleur environnement* nettement supérieure à celle avec chaleur environnement. Cela traduit la volonté de développer massivement les pompes à chaleur.

2

Tendances de long terme

- Stagnation de la consommation d'énergie de 2010 à 2020 puis diminution amorcée en 2021

*La chaleur environnement correspond à la chaleur puisée dans l'environnement par les pompes à chaleur. La consommation sans chaleur environnement correspond à la consommation facturée aux utilisateurs finaux.

3

Evolutions marquantes 2020-2024

- Baisse de 9% de 2021 à 2023 de la consommation sans chaleur environnement du fait notamment d'efforts de sobriété liés à la conjoncture (augmentation importante des prix en 2022 et 2023)
- Rebond en 2024 (+1%)

4

Bilan 2025

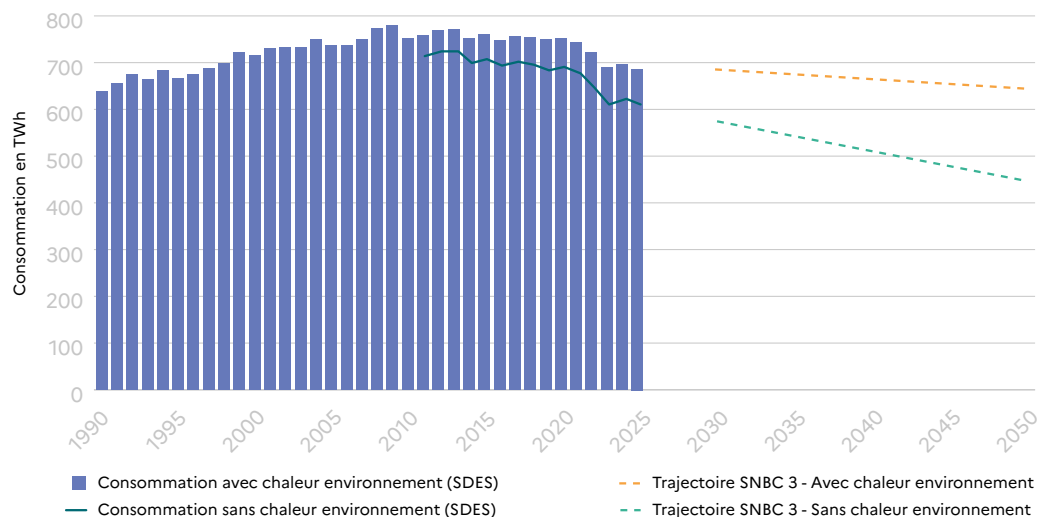
- La consommation d'énergie liée à l'exploitation des bâtiments tertiaires et résidentiels sans chaleur environnement baisse légèrement en 2025 (-1,3% d'après les données provisoires). La consommation résultante est proche de la consommation de 2023.



Chiffres clés sur la
[consommation d'énergie](#)



Consommation en énergie finale liée à l'exploitation des bâtiments tertiaires et résidentiels



Source :
SDES - Chiffres clés de l'énergie (jusqu'en 2010) et Bilan énergétique de la France en 2025 - Données provisoires (à partir de 2011), SNBC 3.
Périmètre : France métropolitaine jusqu'en 2010, France entière à partir de 2011.
Les données sont Corrigées des Variations Climatiques (CVC) ; Données 2025 provisoires.



Consulter [l'indicateur](#)

1

Contexte

- Les objectifs en matière de consommations d’Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (ENAF) sont définis par la loi Climat et Résilience. Cette loi fixe un budget moyen annuel de consommation d’espaces autorisée sur 2021-2031 de 12 000 ha.

2

Tendances de long terme

- Forte baisse de la consommation d’espaces de 2010 à 2015 puis stagnation
- L’habitat responsable de 60 à 70% de la consommation d’espaces

3

Evolutions marquantes
2020-2024

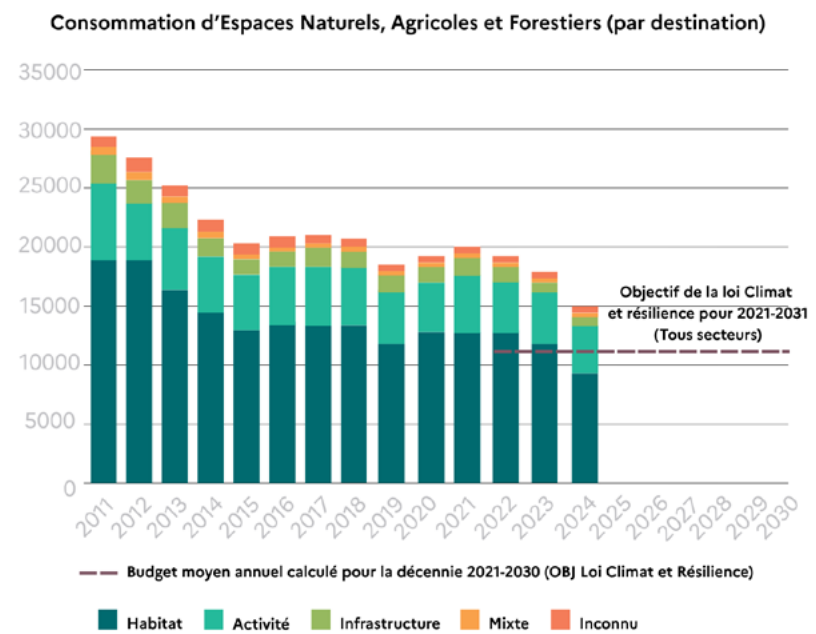
- Chute de la consommation d’espaces en 2024 (15 100 ha consommés) du fait du ralentissement de la construction neuve dans le résidentiel et le tertiaire
- Malgré la baisse, un niveau de consommation d’espaces en 2024 toujours supérieur de 25% à l’objectif

4

Bilan 2025

- Les données de consommation d’espaces en 2025 n’ont pas encore été publiées.
- Toutefois, une baisse de la consommation d’espaces en 2025 devrait être observée. En effet, la consommation d’espaces dépend principalement de la construction neuve et il y a un décalage temporel entre les surfaces neuves commencées et l’observation de l’artificialisation. Ainsi, une baisse de la consommation d’espaces en 2025 devrait être observée du fait de la baisse de la construction neuve en 2024 (-17% dans le résidentiel et -10% dans le tertiaire par rapport à 2023).

La consommation d’Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers devrait poursuivre sa baisse en 2025 du fait de la diminution de la construction neuve



Source :
CEREMA, portail de l’artificialisation
Périmètre : France entière hors Mayotte



Les émissions de polluants de l'air se stabilisent en 2025



1

Contexte

- Il n'existe pas d'objectifs de politiques publiques portant exclusivement sur les émissions de polluants du secteur du bâtiment.

2

Tendances de long terme

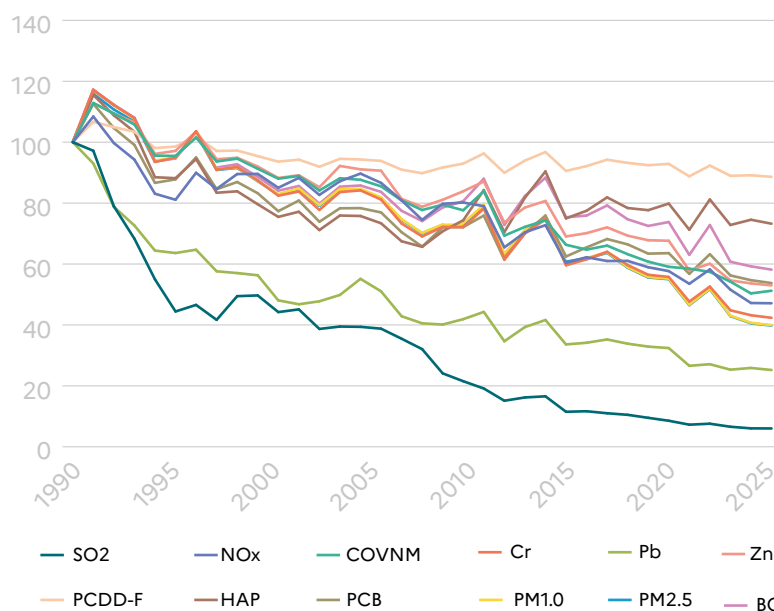
- Lente diminution depuis 35 ans des émissions de polluants

3

Bilan 2025

- Les émissions de la plupart des polluants se stabilisent d'après les données provisoires.

Emissions de polluants de l'air du secteur du bâtiment



Source :

Citepa - Format Secten, avril 2026
Périmètre : France métropolitaine
Base 100 en 1990 ; Données 2025 provisoires



Chiffres clés
sur la qualité de l'air



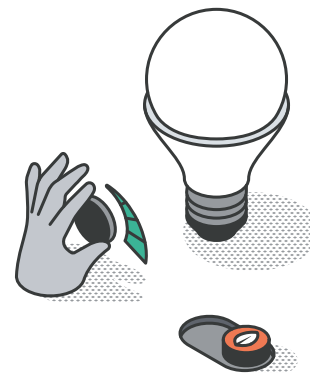
Consulter l'indicateur



03.

L'activité économique et la précarité énergétique

La rénovation énergétique ne parvient pas à compenser la baisse de la construction neuve en 2025



1

Tendances de long terme

- Baisse du chiffre d'affaires en volume de 2007 à 2015 puis stabilisation de 2015 à 2022 (CERC, 2025)

2

Evolutions marquantes 2020-2024

- Baisse du chiffre d'affaires de 1% en volume en 2023 et de 5,6% en 2024 (CERC, 2025)
- Chute de la construction neuve en 2023 et 2024 pour le secteur résidentiel et poursuite de la baisse de la surface tertiaire neuve
- L'activité d'amélioration-entretien est en légère augmentation de 2021 à 2024 (CERC, 2026)

3

Bilan 2025

- FFB, 2026
 - Le chiffre d'affaires du bâtiment s'élève à 193 milliards d'€ HT en 2025. Il baisse de 5% par rapport à 2024 à prix constants.
 - L'activité d'amélioration-entretien diminue légèrement de 1% à prix constants.
 - L'activité liée à la construction neuve diminue de 10% à prix constants.
- La baisse de surface neuve commencée de logements observée en 2023 et 2024 ralentit nettement en 2025 (-0,5%) et la surface de locaux tertiaires neufs rebondit de 6%. Ce décalage entre l'évolution des surfaces neuves commencées et l'évolution du chiffre d'affaires sur sa composante « Construction neuve » s'explique par la durée des opérations de construction qui peuvent s'étendre sur plusieurs années. Par conséquent, une stabilisation est attendue pour l'année 2026 sur cette composante.



Chiffres clés sur l'activité
économique du bâtiment

La précarité énergétique se maintient à un niveau élevé en 2025



1

Évolutions marquantes 2020-2024

- Le taux de pauvreté au plus haut en 2023 depuis 1996, année de début la série (INSEE, 2025)
- Une part stable des personnes en situation de précarité énergétique de 2015 à 2023 d'après le chiffre officiel calculé à partir du TEE_3D (Taux d'Effort Énergétique) - L'évolution stable de cet indicateur peut interroger dans un contexte d'augmentation élevée des prix de l'énergie en 2022 et 2023 qui ont conduit les ménages à plus restreindre leur chauffage d'après leur déclaration. Cela souligne les limites de cet indicateur qui ne tient pas compte des ménages qui ont des consommations d'énergie plus faibles du fait de restrictions qu'ils s'imposent.
- Une hausse globale des autres indicateurs caractérisant la précarité énergétique sur ces 5 dernières années : nombre d'interventions à la suite d'impayés, d'après les déclarations des ménages, part des Français restreignant leur chauffage ou exprimant des difficultés à payer leurs factures, part des ménages souffrant du froid.

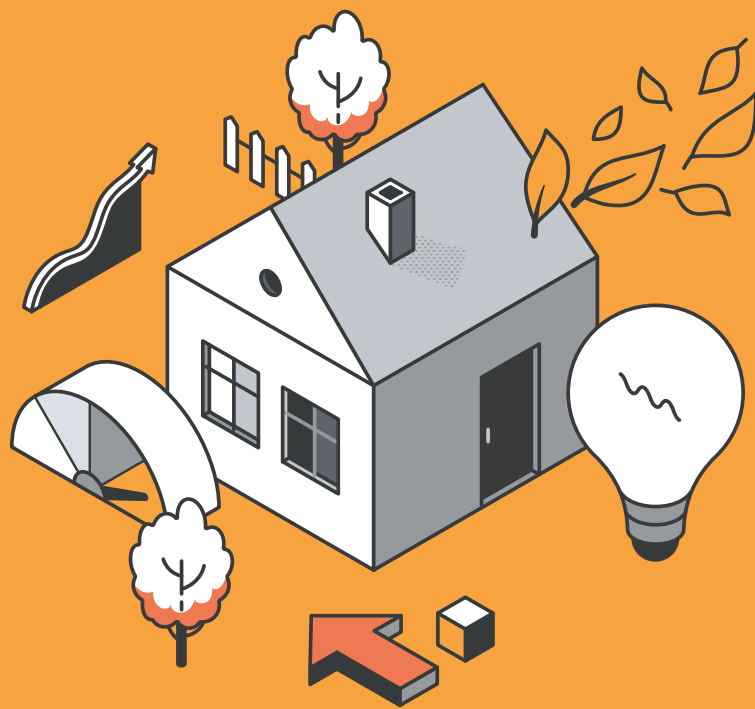
2

Bilan 2025

- Le chiffre officiel sur la précarité calculé à partir du TEE_3D n'a pas encore été publié pour l'année 2025.
- Les autres indicateurs caractérisant la précarité énergétique ont évolué de façon différente. Toutefois, leurs valeurs se maintiennent à des niveaux élevés.
 - Stabilisation des restrictions de chauffage => 74% des ménages ; -1 point
 - Hausse des difficultés à payer ses factures => 36% des ménages ; +8 points
 - Légère baisse du nombre d'interventions à la suite d'impayés => -3,7%
 - Hausse de ceux qui ont souffert du froid => 35% ; +5 points
 - Hausse de ceux qui ont souffert de l'excès de chaleur => 49% ; +7 points. Cela est dû à un été 2025 plus chaud.



Chiffres clés
sur la précarité énergétique



04.

Les leviers de la transition écologique

La surface neuve par logement baisse sur les 3 dernières années



1

Contexte

- La sobriété immobilière est un levier dont les effets sont visibles à long terme. L'étude de l'évolution annuelle des principaux indicateurs a un faible intérêt. Ainsi, le niveau le plus fin étudié ici correspond aux évolutions des 5 dernières années.

2

Tendances de long terme

- Lente augmentation du nombre de résidences secondaires (+1,3%/an depuis 2012)
- Absence de dynamique portée vers le partage des surfaces disponibles : Légère diminution de la sous-occupation modérée et accentuée de 2011 à 2022 compensée principalement par une augmentation de la sous-occupation très accentuée
- Augmentation de la surface de logement par personne



3

Évolutions marquantes 2020-2025

- Le nombre de logements vacants s'est stabilisé depuis 2020.
- La construction neuve a baissé de 33% en surface pour le résidentiel et de 20% pour le tertiaire entre 2022 et 2024. Cette baisse est due notamment à des facteurs conjoncturels comme l'augmentation des coûts de la construction et des taux d'intérêts élevés. En 2025, la baisse de surface neuve commencée de logements a nettement ralenti (-0,5%), la surface de locaux tertiaires neufs a rebondi de 6%. Ce léger rebond s'explique par une stabilisation économique en 2025.
- La surface neuve par logement a diminué de 9% entre 2022 et 2025. Cela s'explique notamment par la baisse de la part des maisons individuelles qui ont une surface moyenne plus élevée que les appartements.



Chiffres clés
sur la sobriété immobilière

Les rénovations d'ampleur du parc privé aidées par l'Anah augmentent en 2025 mais l'activité globale de rénovation énergétique diminue légèrement



1

Contexte

- Les objectifs de la SNBC 3 sont désormais connus : 700 000 rénovations annuelles permettant au moins 2 sauts de classe DPE d'ici 2030 parmi lesquelles 250 000 rénovations d'ampleur ciblées sur les logements les moins performants.
- Les rénovations d'ampleur sont moins ambitieuses que les rénovations performantes recommandées par l'ADEME (Voir Définitions des différents types de rénovation).
- Le nombre total de rénovations d'ampleur et performantes est difficile à suivre du fait de l'absence d'exhaustivité des dispositifs d'observation actuels : le nombre de rénovations non aidées notamment est peu connu.

2

Tendances de long terme

- Une augmentation tendancielle des investissements dans la rénovation mais un parc de logements qui reste à rénover massivement

3

Evolutions marquantes 2020-2024

- Une augmentation depuis 2021 du nombre de logements du secteur privé aidés par l'Anah pour des rénovations d'ampleur
- Une augmentation des logements engagés dans une rénovation performante labellisée « BBC Effinergie Rénovation » de 2021 à 2023 puis un ralentissement en 2024 avec l'instauration du nouveau label BBC Effinergie
- Une augmentation des investissements dans la rénovation énergétique portée par les investissements dans les pompes à chaleur jusqu'en 2022 puis une baisse des investissements en 2023 et 2024

4

Bilan 2025

- Le chiffre d'affaires de la rénovation énergétique est stable à prix courants par rapport à 2024 donc en légère baisse à prix constants (FFB, 2026).
- Les rénovations d'ampleur du parc privé aidées par l'Anah augmentent de 32% par rapport à 2024 (120 000 logements en 2025). Ces rénovations ne permettent toutefois pas toutes d'atteindre le niveau BBC.
- Le nombre de logements engagés dans une rénovation labellisée BBC Effinergie rénovation se stabilise en 2025 à un niveau modéré (28 000 logements).



Chiffres clés sur la rénovation énergétique du résidentiel

L'évolution détaillée de la rénovation énergétique des bâtiments tertiaires en 2025 n'est pas connue

1

Contexte

- L'évolution des rénovations des bâtiments tertiaires est difficile à étudier du fait également de l'absence d'exhaustivité des dispositifs d'observation actuels.

2

Tendances de long terme

- Augmentation des rénovations à un rythme insuffisant
- Le niveau d'investissement cible en 2030 s'élève à 18 milliards d'€. L'atteinte de cet objectif nécessite de tripler les investissements d'ici 2030 ([I4CE, 2025](#)).



3

Evolutions marquantes 2020-2024

- Une nette augmentation des investissements en 2021 et 2022 puis une diminution en 2023 et 2024

4

Bilan 2025

- Les données d'investissement dans la rénovation énergétique du tertiaire pour 2025 ne sont pas encore publiées.
- Le chiffre d'affaires de la rénovation énergétique des locaux non-résidentiels (bâtiments tertiaires, agricoles et industriels) augmente légèrement de moins de 1% par rapport à 2024 ([FFB, 2026](#)). La répartition entre les 3 secteurs non-résidentiels n'est pas connue.
- La consommation énergétique du secteur diminue légèrement en 2025 (-1,1% d'après les données provisoires). Toutefois, la décomposition de cette évolution selon les différents facteurs incluant la rénovation énergétique n'est pas connue.



Chiffres clés sur la rénovation énergétique du tertiaire

L'évolution des seuils de la RE2020 conduit à la baisse de l'impact carbone des bâtiments neufs



1

Contexte

- La RE2020 a réhaussé les exigences pour la construction neuve. Elle est entrée en vigueur en 2022 pour les logements, les bureaux et les locaux d'enseignement. Depuis le 1^{er} janvier 2025, de nouveaux seuils plus exigeants s'appliquent.
- L'étude de l'évolution annuelle sur les choix techniques dans les bâtiments neufs a un intérêt modéré. Il est plus pertinent d'analyser les évolutions lors des changements de réglementations ou de seuils.

2

Evolutions marquantes 2020-2025

- Hub des prescripteurs bas carbone, 2025 (échantillon de 55 bâtiments collectifs)
 - L'impact carbone moyen de la construction neuve a baissé de 20% entre 2023 et 2025 sur les logements collectifs (en incluant les gains liés à des Analyses de Cycle de Vie plus précises).
 - Les logements collectifs respectant les seuils 2025 de la RE2020 n'utilisent plus le gaz ou de façon marginale dans des systèmes hybrides électricité/gaz. C'est l'électricité qui prédomine suivie des raccordements aux réseaux de chaleur urbain.
- Depuis l'entrée en vigueur de la RE2020, les pompes à chaleurs sont majoritaires dans les systèmes de chauffage des maisons individuelles neuves tandis que les systèmes à énergie fossile ont disparu.



Chiffres clés sur la construction neuve performante

Les données sur le déploiement des matériaux plus performants en 2025 ne sont pas encore publiées



1

Contexte

- La RE2020 s'applique depuis 2022 aux logements, aux bureaux et aux locaux d'enseignement neufs. Les données après 2022 permettent notamment d'identifier l'effet de la RE2020 sur les matériaux utilisés en construction neuve. La RE2020 est progressive, de nouveaux seuils s'appliquent depuis le 1^{er} janvier 2025, les exigences se renforceront de nouveau en 2028 et 2031.

2

Tendances de long terme

- Le bois, matériau biosourcé le plus utilisé
- Manque de données sur le volume de bâtiment en béton bas carbone



3

Evolutions marquantes 2020-2024

- Légère augmentation de la part de marché des isolants biosourcés : de 8% à 11% entre 2016 et 2023 ([AICB, 2025](#))
- Faible augmentation de la part de marché de la construction bois dans le résidentiel et dans le tertiaire entre 2022 et 2024 - Cela montre que l'entrée en vigueur de la RE2020 en 2022 pour le résidentiel et une partie du tertiaire n'a pas encore eu d'effet significatif sur la part de logements en construction bois. Toutefois, celle-ci devrait augmenter avec le renforcement des exigences effectif depuis 2025 et prévu en 2028 et 2031.

4

Bilan 2025

- Les données relatives à la part de marché pour l'année 2025 de la construction bois dans le résidentiel et le tertiaire n'ont pas encore été publiées.
- La part de marché des isolants biosourcés reste à 11% en 2025.
- Il existe peu d'informations sur le déploiement en 2025 des autres matériaux plus performants sur le plan environnemental (Bétons bas-carbone notamment).



Chiffres clés sur les matériaux
moins impactants

Un moratoire a été instauré sur la REP PMCB en 2025 pour réorienter la REP



1

Contexte

- Les objectifs en matière de réduction des déchets du secteur du bâtiment sont essentiellement définis par la filière REP Produits et Matériaux de la Construction du secteur du Bâtiment (PMCB). Celle-ci impose notamment aux producteurs de produits destinés au bâtiment de financer la collecte et le traitement des déchets issus de leurs produits dans des filières réparties selon le type de matériaux au travers du paiement d'une écocontribution. La filière REP PMCB est entrée en vigueur en 2023.
- En 2021, l'obligation « 5 flux » (papier, métal, verre, bois, plastique) est devenue l'obligation « 7 flux » et impose de trier et collecter également les déchets de fraction minérale et les déchets de plâtre.

2

Tendances de long terme

- Un développement encore limité du réemploi
- Le recyclage essentiellement porté par les matériaux concernés par le décret 7 flux (papier, métal, verre, bois, minéraux, plâtre) hormis le plastique dont la filière de recyclage peine à se développer

3

Evolutions marquantes 2020-2024

- 2023, année de déploiement de la filière REP PMCB.
- 2024, un taux de collecte encourageant pour les déchets minéraux, dits de catégorie 1 (64% pour un objectif cible de 82%) et plus décevant pour les autres déchets, dits de catégorie 2 (8,7% pour un objectif de 53%) ([ADEME, 2025](#))
- En matière de recyclage et valorisation, des résultats encourageants sur les déchets de catégorie 1 et des résultats plus éloignés des objectifs pour les déchets de catégorie 2 du fait d'un faible taux de collecte

4

Bilan 2025

- Les données de collecte et traitement des déchets de l'année 2025 ne sont pas encore disponibles.
- Un moratoire a été instauré sur l'année 2025 et une concertation a été menée auprès de la filière en vue d'une modification du périmètre de la REP.



Chiffres clés sur la circularité
des produits et matériaux

La décarbonation se poursuit en 2025 à un rythme régulier mais insuffisant pour atteindre les objectifs climatiques

1

Contexte

- La décarbonation par l'électrification est un des principaux leviers de la Stratégie Nationale Bas Carbone 3 de la France publiée en juillet 2026.

2

Tendances de long terme

- Augmentation de la part d'EnR thermiques dans le bâtiment essentiellement due au développement des Pompes A Chaleur (PAC)
- Stagnation de la consommation de bois
- Lente baisse de la part des énergies fossiles (45% en 2011, 35% en 2023)



Chiffres clés
sur la décarbonation

3

Evolutions marquantes 2020-2024

- Accélération de l'augmentation de la part d'Énergies Renouvelables (EnR) dans la consommation d'énergie finale en 2022 et 2023 (+9% par an sur ces 2 années) grâce au développement des PAC
- Stabilisation en 2024 de la part d'EnR du fait de la hausse de la consommation totale du secteur

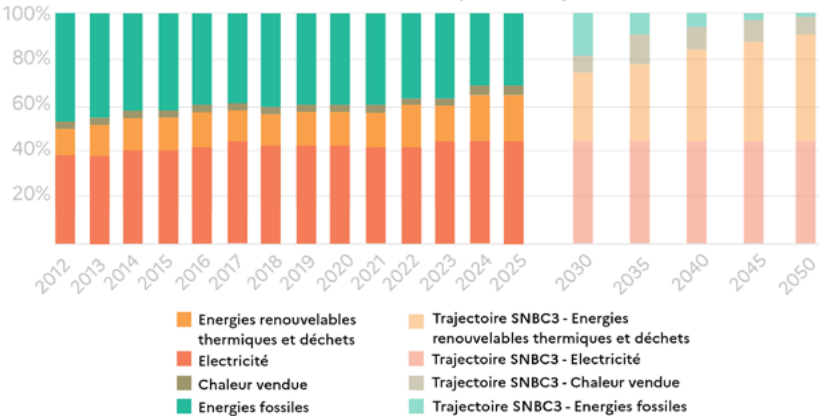


4

Bilan 2025

- Les tendances se poursuivent d'après les données provisoires, la part d'EnR thermiques augmente de nouveau (21,5% contre 20,9% en 2024) grâce au déploiement des PAC et la part de l'électricité augmente légèrement (41,8% contre 41,3% en 2024).
- La part des énergies fossiles diminue (32,8% contre 33,9% en 2024) mais le rythme de décarbonation doit accélérer pour être conforme à la trajectoire de la SNBC 3 qui aboutit à 19,1% en 2030.
- Chiffres de vente - Les ventes de PAC sont stables en 2025 par rapport à 2024.

Répartition de la consommation d'énergie finale du tertiaire et du résidentiel par type d'énergie



Source :
SDES - Bilan énergétique de la France en 2025 - Données provisoires, Calculs ADEME
Périmètre : France entière
Données corrigées des variations climatiques ; Données 2025 provisoires ; La chaleur environnement (chaleur puisée dans l'environnement par les pompes à chaleur) est intégrée dans les énergies renouvelables thermiques et déchets. Les consommations des data centers sont incluses dans électricité.



Consulter l'indicateur

CONCLUSION – Une mobilisation des leviers de la transition écologique à amplifier pour atteindre les objectifs environnementaux



CONTEXTE

Le contexte est marqué en 2025 par une stabilisation économique et des vagues de chaleur.



IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

L'atteinte des objectifs 2030, notamment sur les émissions de gaz à effet de serre, impose une nette accélération.



EVOLUTIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

L'activité du secteur baisse du fait de la diminution de la construction neuve et l'absence d'augmentation significative de la rénovation ; la précarité énergétique se maintient à un niveau élevé.



LEVIERS

Les leviers de la transition écologique du bâtiment sont inégalement mobilisés : la décarbonation se poursuit mais à un rythme encore insuffisant. La rénovation d'ampleur des logements du secteur privé aidée par l'Anah augmente mais l'activité globale de rénovation énergétique diminue légèrement.



L'ADEME EN BREF

Au cœur des missions qui lui sont confiées par le ministère de la Transition écologique, le ministère en charge de l'Energie et le ministère en charge de la Recherche, l'ADEME - l'Agence de la transition écologique - partage ses expertises, coordonne le financement et la mise en œuvre de projets de transformation dans plusieurs domaines : énergie, économie circulaire, décarbonation, industrie, mobilité, bâtiment, qualité de l'air, alimentation, adaptation et sols.

Elle mobilise les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, et leur donne les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse. Résolument engagée dans la lutte contre le changement climatique et la dégradation des ressources, l'ADEME conseille, facilite et aide au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions. Elle met ses capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un Établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC).

www.ademe.fr

Les collections de l'ADEME



ILS L'ONT FAIT

L'ADEME catalyseur :

Les acteurs témoignent de leurs expériences et partagent leur savoir-faire.



EXPERTISES

L'ADEME expert :

Elle rend compte des résultats de recherches, études et réalisations collectives menées sous son regard.



FAITS ET CHIFFRES

L'ADEME référent :

Elle fournit des analyses objectives à partir d'indicateurs chiffrés régulièrement mis à jour.



CLÉS POUR AGIR

L'ADEME facilitateur : Elle élabore des guides pratiques pour aider les acteurs à mettre en œuvre leurs projets de façon méthodique et/ou en conformité avec la réglementation.



HORIZONS

L'ADEME tournée vers l'avenir :

Elle propose une vision prospective et réaliste des enjeux de la transition énergétique et écologique, pour un futur désirable à construire ensemble.



Comment a évolué le secteur du bâtiment en 2025 au regard de la transition écologique ?

Parmi les principaux enseignements, les données 2025 montrent que la baisse des émissions de Gaz à Effet de Serre se poursuit mais son rythme confirme le ralentissement observé en 2024 tandis que la consommation d'énergie se stabilise.

En ce qui concerne l'activité économique, le secteur voit son chiffre d'affaires diminuer du fait de la baisse de la construction neuve et de l'activité de rénovation qui est plus stable mais ne parvient pas à compenser.

Le contexte économique plus général s'est stabilisé en 2025 avec une baisse des prix de l'électricité notamment pour les ménages mais la poursuite de la hausse des prix du gaz.

Parmi les leviers, les rénovations d'ampleur aidées du secteur résidentiel privé continuent d'augmenter mais l'activité globale de rénovation diminue légèrement. L'effort de décarbonation se poursuit mais à un rythme encore insuffisant pour atteindre les objectifs climatiques. Dans le neuf, de nouveaux seuils s'appliquent depuis le 1er janvier 2025 pour les bâtiments soumis à la RE2020 conformément au calendrier de cette réglementation.

